

Comprendre la crise des réfugiés

L'arrivée de nouveaux migrants dans notre pays se poursuit. Le secrétaire d'Etat Theo Francken demande aux communes des efforts supplémentaires pour accueillir des demandeurs d'asile alors que l'hiver est à nos portes. Comment en est-on arrivé là? Que peut-on attendre ?

HARALD DOORNBOS, IINE RENSON
ET NICO SCHOOF

► Pourquoi le nombre de réfugiés/migrants a-t-il pris de telles proportions depuis l'été 2015?

Pour comprendre cet afflux soudain, il faut remonter à 2014, au moment où le flux de migrants/réfugiés, essentiellement des Syriens, a pris le chemin de l'Europe. À cette époque, presque tous les migrants empruntaient les routes partant de Turquie ou de Libye pour rejoindre l'Italie puis l'Allemagne. Seule une minorité suivait la route Turquie-Grèce-Balkans-Allemagne.

Les raisons sont simples. À cause des accords de Schengen, les Syriens voulaient arriver en Italie, pas en Grèce. Car s'ils réussissaient à atteindre l'Italie, ils pouvaient rejoindre l'Allemagne en à peine une demi-journée, sans aucun contrôle douanier. Autre avantage: volontairement, les autorités italiennes n'enregistraient quasi personne. Les réfugiés/migrants pouvaient donc faire leur première demande d'asile en Allemagne, qui ne pouvait pas les renvoyer en Italie. Car selon le «système Dublin», les réfugiés doivent introduire leur demande d'asile dans leur pays d'arrivée en Europe.

En 2014, la Grèce n'était généralement pas reconnue comme pays d'entrée dans l'UE. Car si la Grèce fait partie de la zone Schengen, elle ne partage aucune frontière avec les autres pays de la zone. Cela implique donc un long voyage à travers les Balkans. Et ceux qui réussissaient à arriver en Allemagne après un très long périple, risquaient d'être renvoyés en Grèce.

La route entre la Turquie et l'Italie est loin d'être idéale, avec un trajet maritime de plus de 2.100 km, soit plus d'une semaine de navigation. Seuls les gros navires – bateaux de pêche ou tankers vides – étaient donc loués par les passeurs. Chaque bateau transportait entre 200 et 700 personnes. Quand un bateau chavirait, cela provoquait directement de 500 à 600 décès. Et les coûts étaient énormes. Une place à bord revenait environ à 6.000 dollars par personne. Seule une minorité de Syriens pouvaient se le permettre.

Au cours de l'hiver 2014-2015, à cause du mauvais temps et des tempêtes, il est devenu pratiquement impossible de faire la traversée entre la Turquie et l'Italie. Les gens ont

donc cherché des routes alternatives. La route Turquie-Grèce-Balkans-Allemagne s'est popularisée. La distance de navigation n'est que de 20 kilomètres (pour les quelques îles grecques qui se trouvent juste en face de la côte turque, comme Kos ou Lesbos). Cette distance peut être parcourue même en hiver et au printemps de manière relativement sûre. Et la traversée est beaucoup moins coûteuse, car plus courte: 1.000 à 3.000 dollars. Ce nouvel itinéraire pour l'Allemagne est tout d'un coup devenu plus accessible pour de nombreuses personnes.

On a rapidement pu lire sur Facebook de nombreux récits enthousiastes relatant le faible coût et le côté relativement peu dangereux de cette route. Cette nouvelle s'est répandue comme une trainée de poudre.

De plus, le 10 septembre, Angela Merkel a déclaré: «Il n'y a pas de limite au droit fondamental à l'asile pour les réfugiés persécutés ou confrontés à une guerre civile dans leur pays.» De nombreux résidents du Moyen-Orient, d'Asie et d'Afrique ont considéré ce message comme une invitation directe.

► Le flux de réfugiés/migrants devrait-il rapidement se tarir?

Oui et non. À cause du mauvais temps, le flux devrait quelque peu se réduire. Beaucoup n'osent pas prendre le bateau pour l'Italie ou la Grèce. Mais la distance entre la Turquie et la Grèce est si petite que même pendant l'hiver, il est possible de faire la traversée lorsqu'il n'y a pas de vent. On craint cependant que beaucoup de personnes se noient pendant l'hiver.

Cela dit, à court terme, le nombre de personnes qui essaieront de gagner l'Europe occidentale ne diminuera pas. Le flux actuel de réfugiés/migrants est surtout alimenté par ceux qui se trouvent déjà en Turquie. Quelle que soit la situation en Syrie, ces personnes continueront à tenter de se rendre en Europe. De nombreux candidats à l'immigration ont déjà vendu tous leurs biens. Rester en Turquie leur coûte de l'argent. Ils n'ont qu'une idée en tête: l'Allemagne. Presque chaque Syrien à qui vous parlez, en Syrie ou dans un pays voisin, veut partir. C'est un véritable exode qui prend des proportions inimaginables.

Actuellement, les Syriens sont loin d'être

les seuls à tenter de rejoindre l'Allemagne en passant par la Turquie et la Grèce. L'évolution du conflit syrien n'a aucune influence sur le comportement des Afghans, des Libanais, des Palestiniens, des Bangladeshis et des Pakistanais qui continuent à arriver en grand nombre en Turquie pour traverser vers la Grèce.

► Combien de migrants devraient encore affluer en Belgique?

C'est difficile à dire. Les autorités fédérales en charge de l'asile se basent sur le nombre des nouveaux arrivants en Grèce et en Italie. «Les années précédentes, le flux s'est réduit pendant les mois d'hiver, mais cette fois, cela ne sera pas le cas», explique Fanny François, directeur du soutien de la gestion chez Fedasil. *La seule chose que nous pouvons dire avec certitude, c'est que le nombre de nouveaux arrivants ne va pas continuer à augmenter. Quoique. La semaine dernière en Grèce, un nombre record de personnes ont été rejetées sur le rivage. Si rien ne change, plus de 5.000 réfugiés devraient arriver chaque mois dans notre pays.»*

► Avons-nous encore suffisamment de places d'accueil?

La capacité d'accueil de la Belgique est normalement de 16.500 places. En juillet, nous avons activé, en urgence, 2.000 places supplémentaires. Vu la constance du flux, nous avons encore créé 8.000 places supplémentaires, soit un total de 26.500 places disponibles dans 60 centres, qui hébergent environ deux tiers des réfugiés. Les autres sont répartis dans les communes et accueillis par les CPAS et les ONG.

Les 60 centres sont occupés à 98,5%. Mi-novembre, deux nouveaux sites seront ouverts à Weelde (500 places, Anvers) et à Hechtel-Eksel (300 places, Limbourg). Au total, dans les semaines à venir, 4.581 places supplémentaires seront encore créées. Une partie sera sous-traitée à des sociétés privées.

► Sera-ce suffisant pour passer l'hiver?

Non. Le secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, Theo Francken (N-VA), doit tous les jours trouver de nouvelles places d'accueil. Fin octobre, il a décidé de créer 2.500 nouvelles places, en plus des 4.581 déjà prévues.

Fedasil se base sur plus de 5.000 arrivées par mois. Tous les mois, 1.600 à 1.700 personnes reçoivent un avis concernant leur

statut. Ces personnes quittent les centres d'asile et doivent rentrer chez eux ou trouver une autre solution via les CPAS. Il faut donc réellement créer 3.500 places par mois tant que le flux se maintient à ce rythme.

► A quelle vitesse ces nouvelles places peuvent-elles être créées?

Sur le plan budgétaire, il n'y a en principe aucun problème. Le budget nécessaire est provisionné jusqu'à la fin de l'année pour 10.500 places supplémentaires, soit au total 37.000 places. «Je pense que nous en aurons effectivement besoin», a déclaré le directeur de Fedasil.

Les lieux choisis doivent être opérationnels en quelques semaines. La Croix-Rouge, qui gère les deux tiers des centres d'asile, arrive à suivre. «Si c'est nécessaire, nous pouvons être opérationnels en six jours», explique An

Luyten, porte-parole de la Croix-Rouge de Flandre. Nous arrivons facilement à trouver du personnel. Sur les quatre «job days» organisés par la Croix-Rouge, 2.000 personnes se sont présentées pour seulement 200 postes ouverts.

Les entreprises privées qui sont chargées du catering ou de la construction d'unités d'habitations mobiles, disent qu'elles peuvent répondre à la demande. Le timing est très serré pour réussir en dix jours à rendre opérationnelle une cuisine capable de fournir des repas pour 500 personnes, mais c'est possible, explique Serge De Kerf de Sodexo. Fedasil, qui exploite lui-même un tiers des centres d'accueil collectifs, estime que la situation est difficile. L'institution a demandé de l'aide à l'armée pour installer des blocs sanitaires, des cuisines et des lits de camp dans d'anciennes casernes.

Le problème se situe surtout au niveau des communes. Si la machine a des ratés, c'est à ce niveau-là. Tous les services concernés disent qu'il y a encore beaucoup de bâ-

timents vides dans notre pays. Fedasil se tourne d'abord vers les domaines publics: sites militaires ou anciennes écoles ou maisons de repos. Mais la plupart des bourgmestres des lieux «avisés» freinent des deux pieds.

► La répartition des demandeurs d'asile est-elle équitable?

Pour les communes tenues de mettre sur pied un centre d'asile, ce n'est pas équitable. «Ceux qui ont une caserne sur leur territoire n'ont pas de chance», entend-on. «Ce n'est pas un cadeau», explique Wouter Beke, président du CD&V et bourgmestre de Bourg-Léopold. Une ancienne caserne, située pratiquement en face de la maison communale, sera transformée en centre d'accueil. «500 personnes viendront s'y installer. Cela représente 10% de la population. C'est beaucoup pour une aussi petite commune.»

D'après les gestionnaires des centres, les réactions de la population seraient relativement positives. D'un autre côté, «les gens se posent beaucoup de questions, ils ont peur», explique Wouter Beke. «Que vont faire ces étrangers pendant toute la journée? Vont-ils se promener par groupes de vingt personnes dans la rue le soir?» Pour l'instant, aucune attaque contre des centres n'est à déplorer comme celles auxquelles on a assisté en Allemagne.

Il semble que ce soit surtout les administrations communales qui redoutent de devoir assumer les coûts par la suite. Pour Fanny François de Fedasil, l'argument budgétaire semble assez spécieux. «Le gouvernement fédéral intervient dans les frais d'intégration jusqu'à cinq ans après la reconnaissance du statut. Disons plutôt que ces communes préfèrent ne pas recevoir ces personnes sur leur territoire.»

► Faut-il obliger les villes et communes à accueillir des réfugiés?

C'est probablement ce qui va arriver. Les casernes sont pratiquement toutes occupées. Theo Francken demande la création de places sur base volontaire. Si les résultats ne sont pas suffisants, il est fort probable que l'on imposera une répartition des réfugiés sur le territoire. Ce plan s'est déjà retrouvé à plusieurs reprises sur la table des négociations, mais n'a pas encore été approuvé par le conseil des ministres.

► Mais s'agit-il dans ce cas de réfugiés ou de migrants?

C'est une question de définition. Si un réfugié est une personne qui quitte son pays à cause de la guerre ou des persécutions, alors tous les Syriens sont des réfugiés. Mais vu que de nombreux Syriens vivent déjà dans les pays voisins avant de gagner l'Europe, beaucoup estiment qu'il s'agit de migrants économiques. Le fait que les Syriens traversent des pays sûrs, mais plus pauvres, avant d'arriver en Allemagne – le pays le plus riche, avec la sécurité sociale la plus développée – pour y demander l'asile, est pour beaucoup un signe évident qu'il ne s'agit pas de réfugiés au sens premier du terme. Pour les personnes venant du Bangladesh, du Pakistan, d'Albanie ou du Kosovo, c'est encore plus manifeste, puisque ces pays ne sont pas en guerre.

Il semble que ce soit surtout les administrations communales qui redoutent de devoir assumer les coûts par la suite.

3 millions

Selon la Commission européenne, trois millions de personnes supplémentaires devraient arriver dans l'Union européenne de 2015 à 2017.

LES CENTRES D'ASILE EN BELGIQUE

Répartition du nombre de places

	Fedasil	Croix-Rouge	Rode Kruis	Mutual. soc.	Entrepr. privées	Encore à déterm.	TOTAL
11/11/2015	6.343	6.114	3.724	47	772		17.050
Accueil individuel par CPAS et ONG							9.450
Nouvelles places dans les semaines prochaines	1.661	860	1.550		810	2.130	7.011

Répartition géographique des centres d'accueil

